

Ramer à contre-courant Femmes, université et engagement intellectuel

Jean-Philippe Warren

Volume 47, Number 4 (270), November 2005

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/32842ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Warren, J.-P. (2005). Ramer à contre-courant : femmes, université et engagement intellectuel. *Liberté*, 47(4), 81–102.

RAMER À CONTRE-COURANT¹

Femmes, université et engagement intellectuel²

Jean-Philippe Warren

Il existe trois images concurrentes de l'université contemporaine : celle qui la présente comme une tour d'ivoire dédiée à la quête de la vérité pure, c'est-à-dire comme une institution située à l'abri des remous qui secouent la société plus large ; celle qui la présente au contraire comme un lieu ouvert aux discussions politiques et où se pense, sous un mode spéculatif et critique, l'avenir des sociétés modernes ; celle, enfin, qui l'imagine comme une place du marché où les corporations recrutent des spécialistes et où se développent les technologies et les connaissances utiles à la productivité (et donc à la prospérité) des sociétés industrielles.

Des auteurs ont insisté depuis quelques années sur le fait que les femmes universitaires seraient davantage attirées par le modèle de « l'université-agora ». Ils supposent que les femmes enseignant à l'université seraient plus tentées de s'engager dans des programmes de recherche multidisciplinaires que les hommes, et qu'elles seraient aussi plus enclines à s'investir dans des réseaux personnels et professionnels qui s'étendent à l'extérieur des frontières du

¹ Nous tenons à remercier Martine Béland pour l'aide apportée à la rédaction de ce texte. Rachel Alonson a compilé la plupart des chiffres portant sur les auteurs des journaux et des revues.

² Nous devons nous excuser, avant même de commencer cet article, du caractère largement impressionniste de plusieurs réflexions présentées dans ses pages. Curieusement, au Canada, peu de statistiques ou d'études empiriques existent qui abordent la question de l'engagement intellectuel des femmes universitaires, alors que quelques travaux publiés depuis une trentaine d'années ont insisté (en dépit de leur faible écho, lire Susan Heald, « Introduction: Reinventing the Wheel, or: Just Wondering Why We're Saying All This Again », in Susan Heald [ed.], *Ivory Towers: Feminist Issues: Selected Papers from the WIN Symposia, 2000-2001*, Ottawa, Humanities and Social Sciences Federation of Canada, 2002, p. 1-11) sur les défis particuliers des femmes qui cherchent à faire carrière comme professeures dans les institutions d'enseignement supérieur. En soi, cela n'est-il pas révélateur ?

monde académique. Cette impression générale s'appuie, selon nous, sur un double préjugé : celui selon lequel les femmes seraient, par un fait de culture, davantage habiles à conjuguer plusieurs tâches séparées ; celui selon lequel les femmes seraient moins intéressées par le calcul, la rationalité et les structures anonymes, ce qui les ferait fuir la *froideur* de l'université et chercher refuge dans la *chaleur* des appartenances premières.

Pour peu que l'on se prête à fréquenter le milieu académique québécois, on ne peut que s'étonner, à première vue, de constater à quel point cette impression générale est fausse. Non seulement les femmes offrent à l'admiration de leurs bureaucraties, quelques exceptions mises à part, des curriculum vitae relativement homogènes, mais elles ne semblent pas s'investir plus que leurs confrères dans des activités *ad extra* qui mobiliseraient leurs talents de professeures et de chercheures dans des lieux moins formels et moins directement professionnels. Bien malin(e) celui (ou celle) qui serait capable d'identifier le sexe d'un professeur à simplement consulter les publications affichées sur les sites électroniques des divers départements et facultés. Il n'est plus nécessaire, s'il l'a jamais été, de relaxer les critères de sélection et d'embauche pour recruter dans le corps professoral une plus grande proportion de femmes. Les publications savantes dans des revues prestigieuses et les conférences données dans des forums courus enflent la taille de leurs dossiers de recherche selon le taux d'inflation en vigueur pour tout le monde. L'université, dont la prétention a toujours été de constituer un milieu abstrait, c'est-à-dire asexué, apatride, désincarné et universel, est en passe de réaliser l'ambition, jamais complètement achevée, d'une égalité formelle — mais seulement formelle — des sexes. Leur compétence et leur productivité, pour emprunter au vocabulaire du nouveau jargon bureaucratique dans lequel est désormais traduit ce que l'on appelait encore, il n'y a pas si longtemps, leur dévouement et leur rigueur, ne font plus aucun doute devant les prouesses qu'elles déploient en classe, dans les institutions et dans les cercles scientifiques.

Une moindre présence dans les débats intellectuels ?

Il n'en reste pas moins que, sur un point, qui est loin d'être anodin, les femmes et les hommes semblent encore adopter des attitudes différentes. Au Québec, en dépit de multiples exceptions, en dépit de l'extraordinaire multiplicité des parcours individuels, l'envoi de lettres et d'articles aux journaux et aux revues d'idées paraît encore aujourd'hui, par comparaison, étranger, indifférent ou hostile aux femmes universitaires, comme si l'écriture politique, entendue au sens large, devait être dissociée de l'activité académique et refoulée en marge des activités déployées dans les institutions d'enseignement supérieur. Et cela s'avère vrai, dans divers secteurs, des professeures en sciences sociales, elles qui, pourtant, de par leur formation, devraient être aussi promptes que leurs collègues masculins à participer aux débats qui secouent la société plus large. Comment se fait-il, peut-on se demander, que les professeures de sciences sociales (et en particulier de sociologie, puisque cette discipline peut se vanter d'une longue tradition d'activisme et de militantisme) hésitent d'ordinaire à se lancer dans le feu des discussions sociales et politiques ? Comment peut-on expliquer cette circonspection, ce retrait, cette distance ? Pourquoi les témoignages des uns (des unes !) et des autres convergent-ils vers cette constatation étonnante d'un peu d'empressement des femmes universitaires à investir par la plume le champ intellectuel ?

Femmes universitaires ? On se demandera pourquoi, dans cet essai, il faudrait tout de suite braquer son regard sur cette catégorie sociale et faire fi des autres lieux d'inscription professionnelle. S'agissant de mieux comprendre le peu d'empressement général des femmes à s'engager par la plume dans les grands débats de société, pourquoi les femmes universitaires, plus que quiconque de *l'autre sexe* (sic), devraient faire l'objet de notre analyse ? Pour une raison bien simple : les professeurs représentent un nombre disproportionné de ceux et celles qui envoient des textes aux revues d'idées ; ce sont pour ainsi dire nos professionnels de l'écriture, comme ils le sont progressivement devenus, selon une

logique bien analysée par Richard Posner dans *Public Intellectuals*, un peu partout en Amérique du Nord. Ils constituent un nombre très important des auteurs qui écrivent dans les *Cahiers du 27 juin* (32 %), *Le Devoir* (24 %), *Argument* (60 %) ou *Relations* (27 %). En chiffres globaux, environ le quart des hommes qui écrivent dans ces revues sont professeurs d'université et cela est vrai d'un pourcentage un peu plus élevé des femmes (un écart qui semble s'expliquer, entre autres, par le fait que davantage de jeunes chercheurs masculins voient leurs textes publiés, une constatation qui va tout à fait dans le sens de l'hypothèse de cet essai³).

On dira, et l'on aura parfaitement raison, que la tendance vers un moindre engagement par la plume participe d'un phénomène plus large, dont nous pouvons recueillir plusieurs signes objectifs. Depuis longtemps, des études ont tâché d'expliquer le faible engagement des femmes en politique. Bien que le nombre de députées à la Chambre des communes ne cesse d'augmenter depuis les années 1970, encore beaucoup de chemin reste à parcourir pour atteindre l'égalité. En 2004, les élues représentaient 25 % des circonscriptions fédérales de la province et 30 % des députés à l'Assemblée nationale du Québec, tandis que le nombre de mairesses atteignait à peine plus de 10 %.

Au Québec, il s'avère que les femmes ne se sentent pas autant que les hommes attirées par la politique entendue au sens conventionnel — ce qui ne veut pas dire, absolument pas, insistons-le, que les femmes ne soient point intéressées par la politique. Les partis, les syndicats, les groupes d'intérêts les attirent moins que les groupes locaux, les mouvements de protestations à échelle

³ Ces chiffres ont été compilés pour l'année 2004. À noter, ce sur quoi nous ne saurions à nouveau assez insister, que les écarts ne sont pas décisifs et que nous ne saurions caricaturer la situation en grossissant et noircissant trop grossièrement le trait. Ainsi, pour *Argument*, *Relations* et *Le Devoir*, l'estimation de la proportion de textes écrits par des praticiens des sciences sociales (les deux tiers de tous les textes écrits par des professeurs) signés par des femmes tournait autour de 23 % — alors qu'elles composent environ 30 % du corps professoral québécois.

humaine ou les comités d'écoles qui prolongent leurs préoccupations pour leur environnement immédiat. Or, si cette analyse est exacte, on voit mal pourquoi ce désintérêt pour la politique conventionnelle devrait se traduire par une insouciance face aux débats intellectuels dans les revues d'idées. Que les partis politiques aient longtemps boudé l'apport des femmes, que l'engagement politique sur une base régulière demande une présence que les femmes avec des enfants ne peuvent encore se permettre, etc., cela vaut pour la politique active, mais cela ne saurait épuiser les explications quand vient le temps de comprendre pourquoi les femmes universitaires semblent moins promptes que leurs collègues masculins à participer par la plume aux discussions publiques. Même le fameux *gender gap*, à savoir une approche différente de la politique en fonction du sexe, ne saurait être invoqué ici, puisque, au Canada, les opinions (et même les opinions sur des sujets qui touchent particulièrement les femmes) sont étonnamment uniformes d'un sexe à l'autre et que la confiance dans la capacité du citoyen à changer la société par des réformes politiques est identique aux hommes chez les femmes ayant une instruction universitaire⁴.

Les femmes universitaires seraient moins intéressées par les débats intellectuels dans les médias écrits ? Cela reste encore à prouver. À dire vrai, cette preuve est très difficile à établir. Elle repose en partie sur des impressions, des intuitions. Comment donc mesurer l'engagement des femmes, et en particulier des professeures en sciences sociales, dans ce genre de forums publics ? À défaut d'un meilleur baromètre, et à titre indicateur seulement, nous pouvons, par exemple, interroger la participation aux comités éditoriaux des revues d'idées. Or, ici aussi, une compilation rapide laisse à penser que leur empressement n'est guère plus grand que dans le cas de la politique conventionnelle. En 2005, sur un total de 58 membres siégeant sur les comités

⁴ Heather MacIvor, *Women and Politics in Canada*, Peterborough, Broadview Press, 1996, p. 233-234.

éditoriaux de huit revues que l'on peut classer très sommairement dans la catégorie intellectuelle, seulement 14 sont des femmes, soit moins du quart⁵, et ce alors que les revues, en règle générale, tentent activement d'atteindre la parité. Ce qui est plus curieux encore de constater, c'est que les revues créées récemment, c'est-à-dire dans les dix dernières années, ne paraissent pas accueillir un nombre supérieur de femmes dans leurs comités de rédaction ; dans les revues recensées, la proportion de femmes est toujours minoritaire (il faut à l'évidence faire exception des revues féministes, telles *L'Action des femmes*, *Féminétudes*, etc.). Cela se traduit dans leurs sommaires : en 2003 et en 2004, malgré des efforts redoublés, ni *Possibles*, ni *Liberté*, ni *Argument*, ni *Relations*, ni *Spirale* n'atteignait la parité (la moyenne des articles signés par des auteures avoisinait le tiers⁶). À titre tout aussi indicateur, et à seule fin de dégager une impression générale, nous pouvons également évaluer leur participation à la page Idées du vendredi du journal *Le Devoir* — là où aucune pression n'est exercée, pour peu qu'on sache, afin de s'assurer d'une représentativité minimale. Ici aussi, les chiffres sont révélateurs. Pour l'année 2002, 13 articles sur 88 signés par un seul auteur ont été envoyés par des femmes, soit moins de 15 % (le total est d'environ 18 % en 2004⁷).

⁵ Il s'agit de *Relations* (cinq sur onze), *Égards* (aucune), *Argument* (aucune), *L'Inconvénient* (deux sur cinq), *Cahiers du 27 juin* (deux sur six), *Possibles* (deux sur dix), *Liberté* (une sur cinq), *Spirale* (deux sur sept).

⁶ Les *Cahiers du 27 juin* forment un cas à part (45 % des articles furent signés par des femmes en 2004) mais cela pourrait s'expliquer, outre par les thèmes plus ouverts qu'elle aborde (nous y reviendrons), par le fait que cette revue, toute d'intérêt public qu'elle se prétend, adopte une facture savante et publie très peu d'articles par année (19 au total), ce qui facilite la tâche de sollicitation. Le sexe des auteurs fluctuant avec le public des revues, il n'est pas étonnant de constater une tendance vers la féminisation des revues littéraires (par exemple, de *Argument* [18 % d'auteurs] à *Spirale* [37 %]). À *L'Inconvénient*, les seuls numéros qui comportent un nombre plus égal d'essais écrits par des auteures sont ceux qui portent sur la littérature (« Proust » et la « Santé des écrivains »). Même si on ne retranche pas ceux-ci du lot, la proportion d'articles écrits par des femmes depuis la fondation de la revue ne dépasse pas beaucoup le quart, et encore doit-on immédiatement ajouter que la moitié de ces articles ont été signés par une seule et même personne, membre du comité de rédaction !

⁷ Par contraste, et ces chiffres tendent à prouver l'hypothèse que nous soumettons à débat plus loin dans cet essai, 30 % des articles dans *Recherches sociographiques*, 30 % des articles dans *Sociologie et société* et 34 % des articles dans les *Cahiers*

On contestera ce genre de chiffres (tout en étant mal pris d'en trouver de meilleurs) et l'on aura parfaitement raison⁸. On pourra par exemple répliquer que cette faible participation aux revues d'idées est un indicateur pour le moins critiquable. S'il est vrai que les femmes tendent à se tenir à l'écart des partis politiques conventionnels, il est possible de supposer, de la même manière, qu'elles préfèrent d'autres lieux de discussions intellectuelles que les revues et les journaux. Cet argument, valable en soi, est pourtant difficile à soutenir, et ce pour deux raisons. En premier lieu, on peut se demander où et comment les femmes peuvent faire circuler leurs paroles si ce n'est pas à travers les médias, à moins de supposer qu'elles le font justement en dehors de la sphère publique où doit se tenir le débat public, ce qui pose la question de ce refoulement lui-même. En second lieu, puisqu'il est de la mission du professeur d'université de diffuser ses travaux, ses réalisations, ses découvertes en dehors des institutions d'enseignement supérieur (et puisque les revues d'idées sont largement animées par des universitaires), on peut aussi se demander pourquoi les femmes sont plus hésitantes à le faire (nous verrons plus loin que ce n'est cependant pas nécessairement ce que leurs institutions exigent d'elles). Pour celui ou celle qui n'entretient aucune idée préconçue quant au sexe de l'activité intellectuelle ou politique, il reste à expliquer comment il se fait que les sexes adoptent des attitudes différentes l'un de l'autre, quitte à faire l'hypothèse, somme toute banale, d'une socialisation différente, la culture occidentale étant à l'évidence très loin de s'être purgée de ses stéréotypes et de ses préjugés.

de recherche sociologique ont été signés par des femmes en 2001-2002. Les comités de rédaction de ces revues scientifiques étaient alors composés, respectivement, de 39%, 33% et 50% de femmes.

⁸ Un critique pourrait soulever le fait que les femmes envoient davantage d'articles aux revues d'idées mais que, comparés aux articles soumis par des hommes, leurs articles sont plus facilement refusés. Pour notre humble part, nous ne sommes pas convaincus qu'un tel préjugé opère aussi fortement que pour les revues avec comité d'arbitrage. Comme il existe chez les premières revues une volonté de démocratisation du débat qui est absente des dernières, il peut arriver qu'au contraire l'article d'une auteure soit évalué plus favorablement par le comité éditorial d'une revue d'idées afin d'équilibrer leur sommaire et de faire un effort vers davantage de représentativité. Dans un cas comme dans l'autre, cependant, on avouera qu'il est difficile de faire la part des choses.

Pour sûr, il serait faux de prétendre, comme on l'a fait jusqu'à récemment, que ce désintéressement pour le politique s'explique par une plus faible conscience réformiste. Bien au contraire, les professeures d'université tendent généralement à occuper une position de gauche plus accentuée que leurs confrères, ce qui se comprend, puisque les groupes sociaux ayant eu à subir des discriminations ou des vexations (les professeurs issus des strates populaires, les professeurs francophones, etc.) sont plus susceptibles d'adopter une attitude contestataire et communautaire. La mobilité sociale étant gênée ou contrariée, par l'effet des préjugés ou des contraintes matérielles, l'individu recherche dans des solidarités nationales, de classe ou de genre, des solutions aux injustices dont il s'estime la victime. C'est ainsi que, au Canada, les femmes universitaires sont davantage portées que les hommes à appuyer les grandes causes sociales⁹.

Cela s'est traduit, dans le cas des sciences sociales, par une volonté de lier la pratique scientifique à une tentative d'émancipation sociale. Les femmes ont milité de l'intérieur de leurs disciplines en élaborant un projet de société dissident (une société égalitaire) et une pratique originale (le paradigme féministe). Elles ont créé des lieux de contestations et de débats n'ayant guère à envier aux autres mouvements sociaux. Mais alors que la question nationale pouvait obnubiler les praticiens des sciences sociales québécois jusqu'à leur faire perdre, dans certains cas, tout intérêt pour des sujets autres sans que leurs travaux paraissent moins scientifiques pour autant, les femmes ont eu tendance à être jugées, par leurs confrères, plus paroissiales et plus particularistes à penser le devenir d'une moitié du genre humain. L'engagement pour la nation, cela représentait un engagement vrai, politique, global ; l'engagement en faveur du sort des femmes, par contraste, cela paraissait mesquin, singulier. Dans la pensée politique propre aux années 1960-1980, tributaire de l'idéal

⁹ Reza Nakhaie et Robert J. Brym, « The Political Attitudes of Canadian Professors », *Cahiers canadiens de sociologie*, vol. 24, n° 3, 1999, p. 329-353.

moderne de l'État-nation, la nation représentait le lieu de l'universel; le genre, et *a fortiori* le sexe féminin, paraissait, lui, un enfermement dans la particularité. La rhétorique masculine a ainsi voilé derrière un faux universel des préoccupations directement associées, dans l'imaginaire de la société québécoise, au monde des hommes, et ce, en masquant les rapports de genre que devrait subsumer l'appartenance à la nation. La politique étant, selon le préjugé commun, une affaire masculine et la famille étant une affaire féminine, les auteurs qui s'attaquaient à une question politique s'occupaient du bien commun, alors que celles qui décidaient de parler famille s'enfermaient dans des questions particulières à leur sexe ! Aux yeux de plusieurs, les études féministes sont un ghetto de la pensée, quand les études québécoises sont une ouverture à un questionnement global ! On retrouve ici une expression particulièrement piquante de l'opposition structurelle entre homme/universel et femme/particulier qui informe toute une série de clichés communs à la civilisation occidentale.

Combien de fois n'a-t-on pas entendu cette vieille rengaine que les femmes ne s'engageaient pas politiquement car elles n'en ont que pour les femmes. Mais il faut se demander si cette impression elle-même est juste. Les femmes s'engagent-elles habituellement dans des débats qui les concernent directement ? Autrement dit, lorsque les femmes parlent, parlent-elles d'ordinaire des femmes ? Il est possible que, dans les années 1970 et au début des années 1980, alors que les mouvements féministes battaient la grosse caisse, les femmes universitaires aient eu tendance à étudier des questions liées au genre, dans la même proportion où les sociologues québécois des années 1960 et 1970 ont eu tendance à explorer les questions liées au problème de l'affirmation et de l'émancipation nationales, mais il serait assez présomptueux, pour dire le moins, de croire qu'aujourd'hui les professeures sont principalement concernées par leur propre sort en tant que femmes. La diversité des sujets dont elles traitent est aussi extraordinaire

que l'on puisse souhaiter qu'elle soit. De la culture populaire à la gouvernance politique, à la théorie sociologique et à la mondialisation économique, il n'est pas de champ de recherche qui leur soit désormais étranger — et ce, bien que les méthodes quantitatives demeurent encore aujourd'hui davantage prisées par leurs collègues masculins. En ce qui concerne la recherche académique, il est peu dire que les champs de spécialités et d'intérêts des professeures sont multiples et diversifiés. Une recension sommaire des présentations soumises aux colloques scientifiques québécois nous apprend l'étendue des préoccupations des chercheuses. Méthodologie, gestion organisationnelle, politique linguistique au Québec, Internet, droit, chamanisme, la question des réfugiés, etc., rien de la société ne semble échapper à l'attention de leur regard critique. S'il est vrai que, globalement, les étudiantes des cycles supérieurs s'inscrivent davantage dans des programmes associés à des stéréotypes féminins (éducation des enfants, santé, services sociaux), il n'en découle pas pour autant une ghettoïsation des objets de recherche en fonction du sexe.

Il n'en reste pas moins que maints observateurs se désolent du peu d'empressement des femmes universitaires à occuper la place publique. Si l'on ne peut invoquer le fait que les femmes soient moins portées à approuver des réformes sociales, et si l'on ne peut supposer qu'elles s'intéressent avant tout à des objets de recherche spécifiques, alors la question se pose de comprendre pourquoi cela est, si encore cela est, une fois écartées les farfelues explications biologiques et génétiques. S'il est vrai que les professeures en sciences sociales partagent des préoccupations et des intérêts fort semblables à ceux de leurs confrères, il y a lieu de se demander pourquoi cette remarquable sensibilité envers la complexité du réel ne se traduit pas en dehors des cercles académiques, pourquoi les articles, les conférences et les exposés soumis dans des forums savants ne se prolongent pas sur la place publique. Et cela, d'autant plus que, historiquement, les professeur(e)s universitaires ont eu tendance à occuper une position

privilegiée et ont semblé vouloir épouser la définition de l'intellectuel proposée par Jean-Paul Sartre : celle ou celui qui se mêle de ce qui ne la / le regarde pas.

Quelques explications possibles

Précisons d'emblée la portée de cet article afin d'éviter tout malentendu. L'hypothèse qui oriente les réflexions qui vont suivre consiste à soutenir que les femmes universitaires participent moins que les hommes universitaires, par la voie des médias écrits, aux débats ayant cours dans la société plus large. Elle ne soutient pas, au grand jamais, qu'elles ne participent pas, ni que leurs interventions ne soient ni cohérentes, vigoureuses, structurées et pertinentes. En fait, il faudrait bien faire attention de ne pas grossir le tableau et exagérer à dessein la distance qui sépare, en ce domaine, l'un et l'autre sexes. À trop insister sur le plus faible intérêt porté aux affaires politiques (au sens large) dans les journaux et les revues par les professeures universitaires, nous courons le danger de ne pas reconnaître leurs contributions soutenues à l'établissement d'une société juste et égalitaire. Il y a écart, mais cet écart, pour être, selon nous, significatif, n'est ni définitif (nous en analysons les causes plus loin), ni déterminant (plusieurs professeures occupant sur la scène publique des positions très influentes). D'autre part, le portrait de la situation que nous allons brosser est global et, de ce fait, il oblitère la complexité des situations et des trajectoires ; il confond la variété des engagements intellectuels dans une moyenne souvent trompeuse. Il est important de se rappeler que ce survol n'est qu'un survol. Des études plus minutieuses et plus étendues devront être menées dans les prochaines années si nous voulons brosser un portrait de la situation dans toutes ses nuances.

Nous considérons ces questions d'autant plus intéressantes à traiter à partir du cas des professeures (et en particulier des professeures en sciences sociales), que des facteurs longtemps avancés (taux d'activité supérieur des hommes, éducation, peur

du débat d'idées) ne sauraient être ici directement invoqués. D'autres hypothèses doivent être mises de l'avant pour expliquer cet état de fait ; nous tâcherons, dans les pages suivantes, de les résumer brièvement afin d'avoir une idée plus claire de l'archipel de causes qui contribuent, chacune à leur façon, et dans une proportion variable selon les cas, à l'exclusion des femmes du champ intellectuel dans les revues d'idées. C'est ainsi que nous aborderons succinctement les effets sur l'engagement intellectuel des professeures, le revenu et les tâches domestiques, les préjugés sexistes, le *Old Boys' Club*, la division des tâches académiques, le manque de modèles féminins, la socialisation primaire et secondaire. Il va sans dire que les quelques réflexions qui suivent n'épuisent aucunement le sujet et qu'elles se veulent d'abord une manière de lancer un débat et de provoquer des discussions.

ooo

1. *Revenu et tâches domestiques.* Commençons par le plus simple et le plus concret. Les femmes sont en général moins bien payées que les hommes ; leurs revenus comme professeures, à niveau d'ancienneté égal, suivent cette tendance plus large, les professeurs jouissant d'un plus haut taux de succès quand vient le temps de négocier leur salaire. À cette réalité bien documentée¹⁰, il faut ajouter que les femmes universitaires se déclarent plus souvent célibataires que les hommes de même instruction et que, faute de pouvoir compter sur un second revenu, leur niveau de vie est d'autant inférieur. Plus pauvres (quoique dans des proportions de plus en plus marginales), elles ont moins le luxe de s'adonner à des activités désintéressées, tel l'engagement intellectuel dans la cité. L'engagement intellectuel, tout le monde le sait, est un sport de riches.

¹⁰ Lire, dernier en date de ces rapports, Marie-Andrée Chouinard, « L'équité salariale n'est pas acquise chez les universitaires », *Le Devoir*, 4 juillet 2005, A1 et A8.

Le délai de la permanence, selon lequel les candidats doivent tout sacrifier à leur carrière dans les cinq ou sept ans suivant la complétion de leur doctorat, c'est-à-dire au moment où un grand nombre de femmes choisissent d'avoir des enfants, les rend également réticentes à entreprendre une carrière intellectuelle. Il faudrait faire attention cependant à trop braquer le regard sur l'éducation des enfants. Les tâches domestiques (cuisine, marché, repassage, etc.) sont encore en majorité le lot des femmes, bien qu'une évolution lente mais sensible se dessine depuis une vingtaine d'années¹¹. Le temps est une denrée devenue rare et quelques heures perdues ou gagnées dans une semaine peuvent faire toute la différence entre accepter ou décliner l'offre d'écrire un article pour une revue d'idées. Elles faisaient même la différence, dans les années 1970 et 1980, entre accepter ou décliner l'offre d'écrire un article pour une revue savante¹².

On trouve donc là une raison qui amène les femmes, de manière réaliste, à concentrer leurs énergies sur des stratégies en mesure d'assurer leur réputation aux yeux de l'administration universitaire. Le temps étant une denrée comptée, elles préfèrent l'investir dans des activités qui peuvent contribuer à solidifier leur position à l'intérieur de l'académie. Les jeunes professeures,

¹¹ Les femmes avec conjoint continuaient, en 1998, à se taper 62 % du temps consacré aux activités domestiques (Statistiques Canada, enquêtes sociales 1986, 1992 et 1998). La proportion était la même avec ou sans enfants. Ajoutons que cette proportion ne tient pas compte de l'inégalité au sein même du partage des tâches domestiques, les hommes étant plus prompts, par exemple, à partager la tâche de faire les courses que celle de faire le ménage et le repassage.

¹² Ce genre de statistiques, encore une fois, n'existe pas pour le Québec des années 2000. Une étude, produite en 1972 aux États-Unis auprès de 10 000 professeurs d'université enseignant dans 301 institutions différentes, avait conclu que le tiers des hommes, mais seulement le cinquième des femmes, consacraient plus de huit heures par semaine à la recherche. Une autre étude (financée par le Carnegie-American Council on Education, en 1977), prenant en compte les facteurs du statut civil, du nombre d'enfants, du temps écoulé depuis le dépôt du doctorat, de l'enseignement au premier cycle et des heures d'enseignement, avait révélé que les femmes publiaient en moyenne 20 % d'articles en moins que les hommes (cité par Angela Simone, *Academic Women, Working Towards Equality*, Massachusetts, Bergin & Garvey Publishers, 1987). Personne n'est assez dupe pour expliquer ces écarts par la paresse !

soumises autant que quiconque à l'exigeant processus d'évaluation devant normalement les mener à la permanence, se réservent pour les tâches de recherche, d'enseignement et d'administration au détriment des tâches jugées moins productives par les instances universitaires. Entre la publication d'un article dans une revue avec comité d'arbitrage et la rédaction d'un texte pour un magazine d'idées, celui-ci demandant parfois de son auteur un temps aussi long que celui-là, le choix est naturel, en un sens inévitable.

2. *Les préjugés sexistes.* Les femmes universitaires n'ont pas tort. Les statistiques recueillies depuis plusieurs années tendent à confirmer le fait que les chances sont plus faibles d'obtenir un poste pour les candidates tentées par la carrière dans l'enseignement supérieur ; aussi, le temps exigé pour l'attribution de la permanence tend à s'étirer davantage ; enfin, les promotions sont pour elles plus rares. Pas étonnant, dans ces conditions, que plusieurs décident de quitter l'université et d'embrasser une autre carrière. Pas étonnant non plus que, une fois un poste obtenu, elles préfèrent se consacrer aux tâches plus immédiates de la recherche scientifique et laisser à plus tard les activités plus intellectuelles pour lesquelles la reconnaissance est limitée, aléatoire. Le sexisme ambiant, jamais tout à fait déraciné, leur portant d'emblée préjudice, il est préférable pour elles de ne pas trop s'investir dans des champs d'activités moins reconnus et prestigieux. Les études féministes elles-mêmes, autrefois largement axées sur l'activisme et le réformisme, ont été ainsi peu à peu pliées aux exigences de performance académique. La lutte politique a été abandonnée au profit d'une recherche professionnelle menée à l'intérieur des structures institutionnelles reconnues de l'université. S'il en fut ainsi des études féministes, on peut imaginer qu'il en fut ainsi de tout le reste.

Il est facile d'invoquer les préjugés pour expliquer les routes divergentes empruntées par les étudiants et les étudiantes au sortir de la maîtrise. Le plafond de verre dressé devant celles qui aspirent au métier de professeure est trop souvent encore fait de

discrimination et de sexisme. Les universitaires en général aiment parfois à s'illusionner sur le degré de neutralité des processus d'embauche et de promotion qui scandent leurs carrières. Le jugement du talent, professent-ils officiellement, comme pour se rassurer sur l'impartialité de ce rite de passage, se fait sur la base du mérite. Ils savent pourtant, au fond d'eux-mêmes, que l'université est tout sauf un lieu protégé des arbitraires à l'œuvre dans le reste de la société. Ce qui ne veut pas dire qu'ils acceptent consciemment la discrimination qu'ils reproduisent lors des concours, des votes et des jugements; au contraire peut-on supposer qu'ils seraient les premiers à se choquer de leur aveuglement s'ils pouvaient seulement réaliser l'épaisseur des écailles qui recouvrent leurs yeux. Il demeure néanmoins que, sans machisme assumé ou explicite, ils perpétuent dans l'enceinte universitaire des réflexes anciens préjudiciables à l'avancement de la carrière de leurs collègues féminines. Ce genre de réflexes permet de mesurer le chemin qu'il reste à parcourir avant que ne s'effacent les représentations sexistes à l'université; il permet aussi de mieux comprendre pourquoi les femmes cherchent à solidifier la qualité scientifique de leur curriculum vitae avant de se lancer dans des débats plus politiques. Confrontées à un plafond de verre qui bloque leur avancement au sein des institutions d'enseignement supérieur, elles doivent combler, par un surplus d'expériences et de publications, le manque de reconnaissance de la part de l'administration et des pairs. (Mais ce redoublement d'efforts n'est pas même en mesure de leur mériter les plus hautes distinctions au sein de l'instance universitaire, comme tend à le prouver l'attribution, longuement décriée, des chaires de recherche du Canada.)

3. Le *Old Boys' Club*. Dans le même ordre d'idées, le fait que les femmes forment une minorité dans les départements de sciences sociales ne leur permet pas de s'appuyer, pour faire avancer leur carrière, sur des réseaux informels aussi solides et étendus que ceux dans lesquels gravitent leurs collègues masculins. Le *Old Boys' Club* est par malheur une réalité pour beaucoup de professeures qui

tentent de s'intégrer dans des cercles de recherche universitaires et qui doivent, à défaut de pouvoir compter sur cette aide informelle, trimer plus dur pour faire accepter leurs articles savants ou se faire inviter à des colloques. Encore une fois, le temps investi ici ne peut être réservé à des tâches moins académiques.

Mais le *Old Boys' Club* n'exerce pas uniquement ses pressions centrifuges à l'intérieur des cercles et des réseaux universitaires ; il travaille de manière plus insidieuse, et à un tout autre niveau — niveau que nous n'avons jusqu'ici que brièvement évoqué alors qu'il est central à notre propos —, à rendre plus difficile l'accès aux revues intellectuelles. On conviendra que les hypothèses et les données scientifiques, pour être parfois biaisées par la condition du chercheur, doivent s'exprimer dans un langage asexué ; ce n'est pas le cas des idées sociales ou politiques qui, elles, prennent souvent une forme « masculine ». Il y a tout un vocabulaire, toute une mise en scène, tout un attirail de présupposés qui fondent la tradition des revues intellectuelles et qui font encore obstacle à une plus large participation de femmes. Même les revues récemment fondées cherchent encore, difficilement, une nouvelle forme d'expression écrite qui soit capable de traduire et de canaliser la sensibilité de la jeune génération citoyenne. Les *Cahiers du 27 Juin* peuvent, ici, servir d'exemple, bien que leur succès en ce domaine peut être en partie attribué à un simple souci plus formel d'égalité. *Possibles*, fondé en 1976, se situe à un autre extrême. À contempler les étalages des kiosques à journaux, on ne peut qu'être confondu par les virulents stéréotypes qui, entre les magazines de course automobile et les revues pour jeunes adolescentes, divisent en genre le monde de la lecture. Sans être aussi visibles, les frontières à l'intérieur de l'univers intellectuel existent toujours. Et qui donc contestera que ces frontières rendent plus difficiles les déplacements des femmes vers le monde des revues d'idées ?

4. *La division des tâches académiques.* Souvent, on oublie aussi de souligner le fait que les femmes, étant minoritaires à l'université,

sont mobilisées davantage que les hommes dans l'organisation de colloques et de revues qui cherchent à s'assurer d'une relative parité hommes/femmes. Si les femmes universitaires sont moins nombreuses à s'engager dans le débat public, c'est d'abord parce qu'elles sont moins nombreuses au départ¹³, certes; mais ce rapide calcul est trompeur, puisque, ayant d'abord à s'occuper des tâches inhérentes à leur métier dans l'enceinte universitaire elle-même, où elles sont en minorité, elles ne peuvent autant que leurs confrères se partager les responsabilités qui leur incombent dans le champ intellectuel. Par exemple, advenant que les étudiantes en sciences sociales préfèrent être dirigées par une femme, ces étudiantes étant en majorité (très souvent plus des deux tiers, selon les départements), les professeures, déjà minoritaires, devraient assurer une plus lourde tâche de direction que les hommes¹⁴.

Disons aussi que les professeures occupent en moyenne des rangs académiques inférieurs¹⁵. Elles enseignent en conséquence davantage au premier cycle et, à toutes choses égales par ailleurs, elles consacrent plus de temps, en moyenne, à l'enseignement. Elles sont aussi davantage que les hommes impliquées dans les activités administratives. Elles siègent sur les comités départementaux, travaillent au Sénat, participent aux réunions du syndicat, etc. (Aux États-Unis, où des chiffres existent pour mesurer cette

¹³ Le problème, répétons-le, c'est que les professeures en sciences sociales enseignant à l'université forment maintenant près de 30% du corps professoral et que leur représentativité dans les forums conventionnels où se déroulent le gros des discussions intellectuelles semble encore en deçà de ce nombre

¹⁴ Cette dernière affirmation est faite par hypothèse. Au département où nous enseignons, moins de la moitié des étudiantes de deuxième cycle ont choisi un directeur en 2004, alors que ce fut le cas du trois quarts des étudiants. Il faut cependant manier ces chiffres avec beaucoup de prudence : le total des mémoires déposés pendant une année est très faible. À noter, toutefois, que ces écarts ne peuvent s'expliquer par le fait que les professeures formeraient une minorité en sociologie et en anthropologie à l'Université Concordia; au contraire représentent-elles désormais (quoique faiblement : 14 sur 26) la majorité de nos collègues.

¹⁵ Elles représentaient 41% des chargés de cours, 37% des professeurs adjoints, 31% des professeurs agrégés et 17% des titulaires en 2001 (Nathalie Roy, *Les études, l'enseignement et la recherche universitaires : enjeux émergents pour les femmes*, Mémoire à la commission parlementaire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités, février 2004, p. 24).

disparité, on parle d'une participation aux divers comités académiques de 50 % pour les femmes et de 31 % pour les hommes.) Elles siègent plus souvent sur des conseils et s'engagent plus activement dans la vie départementale ou facultaire, à tel point qu'on a pu parler d'elles comme des citoyennes-universitaires exemplaires.

5. *Le manque de modèles féminins.* Un autre volet de notre réponse concerne le manque de modèle féminin de l'intellectuel. En comparaison de sociétés plus anciennes et plus populeuses, la société québécoise a une maigre histoire intellectuelle. Cette histoire est quasi exclusivement celle des hommes. De Lionel Groulx à Fernand Dumont, de Pierre-Elliott Trudeau à Claude Ryan, les grands modèles de l'intellectuel fournis aux générations plus jeunes sont masculins. Les quelques femmes ayant peuplé le paysage politique ou social de la province (Thérèse Casgrain, Marie Gérin-Lajoie, Justine Lacoste-Beaubien, etc.) sont reléguées au second rang, ce qui veut dire, dans une époque où les connaissances du passé se perdent, qu'elles sont reléguées à l'oubli.

On admet d'emblée qu'il est plus facile aux étudiants universitaires de s'identifier à des professeurs plus jeunes. Ils reconnaissent en eux des intérêts semblables, une posture savante et intellectuelle parente. L'étudiant peut un peu plus facilement se projeter dans la figure de celui qui lui enseigne à savoir qu'un nombre restreint d'années le sépare de celui-ci et que, à force de travail et d'acharnement, il lui est pensable d'occuper éventuellement la place du maître. On imagine mal cependant que le même effet puisse se produire dans le cas des étudiantes confrontées à des modèles féminins. Il n'en demeure pas moins évident qu'une étudiante aura plus de facilité à s'imaginer vivre un jour la vie de ses professeurs si elle est capable de s'identifier à la condition de ceux-ci (ce que nous pourrions confirmer en compilant, aux cycles supérieurs, leur choix de directeurs). Pour les étudiants faisant leur baccalauréat dans les départements de sciences sociales,

l'identification est pour l'instant numériquement plus facile avec l'unité des secrétaires qu'avec le corps professoral !

Or, il est possible — non, il est normal — de s'imaginer que le même processus d'identification qui rend la vie universitaire plus naturelle, rend aussi la vie intellectuelle plus envisageable. On peut s'imaginer devenir une grande journaliste et une grande essayiste à côtoyer Hannah Arendt. Pour l'instant, de tels modèles manquent encore, étant à la fois peu nombreux et refoulés hors des lieux conventionnels de célébration. Il y a là, comme ailleurs, la mise en branle d'un cercle vicieux : incapables de se tourner vers des figures féminines reconnues de l'intellectuel, les professeurs adoptent d'autres rôles (souvent louables, là n'est pas la question) et renforcent ainsi, par leur absence, les mécanismes insidieux qui les ont exclues au départ du monde des revues.

6. *La socialisation.* Il semble que, à l'université, les hommes et les femmes, en fonction de leurs domaines d'études, adoptent des comportements différents vis-à-vis leurs cheminements scolaires. Les femmes sont, en un sens, plus conservatrices ; elles sont plus persévérantes que les hommes dans le programme qu'elles ont choisi au sortir du niveau collégial et obtiennent leur diplôme dans des proportions plus élevées. Ce fait général est encore plus marqué dans le cas des sciences humaines, où les étudiantes décident en plus grand nombre que les étudiants de rester dans leur programme (70% versus 60% après trois ans pour la cohorte de 1992 à l'Université Laval) et où elles peuvent se targuer d'avoir un taux de réussite plus élevé (l'écart est d'environ 12%). Le taux d'abandon de l'établissement universitaire est, après trois ans, comme il fallait le prévoir, de 22% pour les étudiantes et de 31% pour les étudiants. Bien que l'on puisse s'imaginer que ces écarts vont lentement se résorber (la différence entre les deux courbes est en effet de moins en moins accentuée), ces statistiques trahissent une attitude différente face aux études universitaires en fonction du sexe. Pour peu que l'on puisse en juger, les étudiants en sciences

humaines sont davantage des nomades (ce qui n'est pas le cas, par exemple, des sciences de la santé et du droit, où leur performance, au sens neutre, est égale ou supérieure à celle des femmes) ; ils n'hésitent pas à changer de programme ou d'université, suivant l'évolution de leurs intérêts ou de leurs motivations. Il est possible, il est probable que cette mobilité modifie le rapport au savoir des étudiants en sciences humaines dans un sens plus critique et plus humaniste, et ce, bien que des nuances énormes s'imposent devant une telle généralisation : les étudiantes au baccalauréat, ne l'oublions pas, représentent plus du deux tiers du corps étudiant en sciences humaines¹⁶ ; à l'évidence, prises en groupe, elles ne peuvent pas plus être réduites à un type particulier que les étudiants, pris en groupe, ne le peuvent.

Aucune étude n'existe au Québec pour évaluer l'influence de cette socialisation primaire et secondaire sur les désirs de réalisation sociale ; mais même dans les cas où de telles études existeraient, il serait difficile de mesurer si ces désirs de réalisation sociale sont l'effet d'une éducation différente en fonction du sexe ou la simple constatation, faite par les femmes, de leurs chances inégales de promotion et de mobilité sociale. Toujours est-il que des enquêtes, tant en France qu'aux États-Unis, menées auprès de diplômées des grandes écoles ou universités, ont révélé que les femmes considéraient comme un échec moins grave une carrière professionnelle médiocre qu'un divorce, une profonde mésentente avec un enfant ou le peu de loisirs. Si ces statistiques s'avéraient vraies pour le Québec, elles tendraient à appuyer la thèse selon laquelle la sphère privée demeure prioritaire encore aujourd'hui chez les femmes, ce qui tendrait à refouler la sphère publique (par-delà la sphère professionnelle) loin de leurs préoccupations les plus immédiates. Ceci renforçant cela, il est aussi possible de croire que les stéréotypes véhiculés dans les années 1960 et 1970 (et

¹⁶ Les femmes sont deux fois plus nombreuses à entreprendre un diplôme de baccalauréat, deux fois plus nombreuses à finir une maîtrise et 50% plus nombreuses à compléter un doctorat (175 versus 128, en 2001) en sciences sociales.

encore aujourd'hui) ont une influence sur la carrière universitaire des femmes. L'image de la femme « reine du foyer » et de l'homme « maître de la politique » fut, et demeure jusqu'à un certain point, un puissant ressort psychologique. La politique, dit-on, est l'arène des luttes, des tensions, des conflits ; et la femme, sous-entend-on encore trop souvent, doit être douce, compréhensive, aimante et chaleureuse ; elle n'a donc pas sa place en politique.

Et l'avenir ?

Les professeures sont moins susceptibles de s'engager dans les débats intellectuels par la voie des revues et des journaux ? La chose semble à première vue évidente, quoi qu'il ne soit pas évident de mesurer ce désintéressement avec précision. Les femmes universitaires se retrouvent sur plusieurs tribunes et revendiquent dans plusieurs forums. Il n'en reste pas moins que leur participation par la plume au monde intellectuel et au débat politique semble plus faible que ce qu'elle devrait être aux yeux de ceux et celles qui réclament pour elles la parité. Les explications que nous avons proposées brièvement ici sont, certes, toutes également présentes dans la formation des praticiennes en sciences sociales ayant choisi de faire carrière dans les institutions d'enseignement supérieur — seulement, il faut rajouter qu'elles sont présentes à des degrés fort divers. Le temps, le temps qui file toujours trop vite est un facteur très contraignant, puisque les femmes qui déclinent les invitations à s'investir dans des revues d'idées ne cessent d'invoquer l'incroyable frénésie de leurs semaines ; mais encore faut-il se demander pourquoi les femmes, plus que les hommes, ne peuvent épargner quelques heures et les consacrer aux activités intellectuelles. Les femmes naissent-elles donc avec cinq heures en moins par semaine ?

On se demandera, en fin d'article, comment remédier à ce problème. Il semble, pour une part, que le problème soit en passe de se régler lui-même : la parité salariale est presque chose accomplie, les réseaux savants ne se ferment plus devant les chercheuses ; les

préjugés ne sont plus aussi virulents et éhontés que jadis ; etc. Le temps, certainement, fera son œuvre. Néanmoins, si nous ne voulons pas mourir à attendre, encore faudra-t-il y donner du sien. Des échelles salariales basées sur des critères plus stricts aident à combattre les arbitraires ; la reconnaissance des préjugés permet de les déraciner avant qu'ils ne prolifèrent ; la revalorisation de notre histoire intellectuelle féminine nourrit la volonté d'être digne des progrès accomplis par l'action des suffragettes, des féministes et, plus largement, de celles ayant cru, au delà de toute exclusion fondée sur le sexe ou la nationalité, en la fondamentale solidarité humaine ; etc. À se croiser les bras et à ne rien faire, on attendra Godot en vain.

Enfin, et les *Cahiers du 27 juin* nous paraît un bon exemple, il est à souhaiter en conclusion que les revues québécoises fassent de plus en plus place à des thèmes et des à perspectives qui ne soient plus ceux d'une sensibilité traditionnellement « masculine » et s'ouvrent, dans les années à venir, à des discussions qui rejoignent les préoccupations des citoyennes autant que des citoyens. Pour l'heure, croyons-nous, la situation des revues se ressent encore de la culture des années 1970. Avec un peu d'effort du côté de l'université, avec un peu de bonne volonté du côté de l'édition des revues, il est donc à espérer que la voix des femmes puisse mieux se faire entendre.